

# L'ARCTIQUE EN CHANGEMENT

Mark Nuttall

## Sommaire

- Un environnement à risques
- Un ordre du jour pour le développement durable de l'Arctique
- Les obstacles au développement durable : l'Arctique à l'heure de la mondialisation des marchés

## Un environnement à risques

Il n'est pas nécessaire de voyager très loin dans l'Arctique pour voir le travail et les effets du système capitaliste et industriel de la planète, des excès engendrés par des décennies d'idéologie socialiste ou pour réaliser à nouveau l'importance stratégique qu'avait cette région durant la Guerre froide. De vastes complexes pétroliers comme celui de Prudhoe Bay sur la côte septentrionale de l'Alaska, sont reliés aux centres urbains par un réseau sans cesse croissant de routes d'approvisionnement en gravier. Les gazoducs pour le transport du pétrole et du gaz, dont plusieurs connaissent des problèmes de fuites ou de corrosion, serpentent la toundra et des chaînes de montagnes sur des centaines de miles tandis que les traînées sismiques et les cicatrices laissées par la coupe à blanc sont gravées profondément dans les panoramas du Nord comme ceux de la toundra.

Même dans les régions les plus éloignées, loin de toute civilisation, des rencontres fortuites avec des rebuts et des déchets industriels et militaires nous rappellent la fragilité, la précarité et la vulnérabilité de l'Arctique face à la nature abusive de l'activité humaine. Dans le nord-est du Groenland, par exemple (une région inhabitée et protégée à l'intérieur d'un parc national), des sacs de plastique, des filets de pêche, des barbelés, des réservoirs à essence et des bouteilles de bière souillent pourtant des rivages rarement visités par l'être humain.

Sur la Péninsule de Seward, en Alaska, les populations locales ont découvert des batteries en corrosion dans des rivières où elles puisent leur eau potable pour leurs camps de pêche, l'été. Elles y ont aussi découvert des véhicules jetés au rebut par l'armée américaine et des boîtes métalliques d'ypérite à demi enfouies dans la toundra. En 1994, soit cinq ans après que l'*Exxon Valdez* se soit échoué, déversant 11 millions de gallons de pétrole brut provenant de la côte septentrionale de l'Alaska dans les eaux du Détroit du Prince William, des pêcheurs du sud de l'Alaska tentaient toujours de s'adapter aux conséquences des impacts du désastre écologique sur leur gagne-pain.

L'incident de l'*Exxon Valdez* dans le Détroit du Prince William en 1989 illustre bien les dangers du transport du pétrole par voie maritime. En Russie, des fuites dans les oléoducs ont récemment soulevé des questions quant à leur fiabilité et leur sécurité. De 5 à 10% de la production de pétrole en Russie serait ainsi perdue par des fuites, l'explosion de puits de pétrole, en perte ou encore par le

vol. Des déchargements mineurs provenant de navires comme les pétroliers, les cargos, les navires de pêche et les traversiers qui opèrent dans les eaux nordiques représentent également une source de pollution. Ces navires ne sont peut-être pas aisément contrôlés et leur impact sur les écosystèmes arctiques peut néanmoins être important. Les ours polaires, phoques, loutres de mer et oiseaux marins sont souvent victimes de la pollution pétrolière, tandis que les voies migratoires des baleines boréales pourraient être sérieusement compromises si le développement de zones d'exploitation potentielles de pétrole et de gaz dans la Mer des Tchoukes devenait réalité. Les scientifiques ont déjà documenté la façon dont les ours polaires, une espèce particulièrement curieuse, aiment scruter et sentir tout objet ou site étranger, y compris les sites de forage en mer et les boîtes métalliques dans les villages arctiques et dans les camps de chasse des Inuit. Ils risquent aussi la mort en cas d'ingestion directe de pétrole, soit en léchant une fourrure souillée par ce pétrole ou en mangeant des phoques ou des oiseaux contaminés.

Le pétrole pollue plus longtemps dans l'Arctique en raison des températures peu élevées. Celles-ci diminuent le taux d'évaporation du pétrole. De plus, l'absence de lumière pendant une grande partie de l'année polaire diminue la radiation des ultraviolets nécessaires pour la décomposition du pétrole. L'impact de la pollution pétrolière sur l'environnement de la toundra peut demeurer visible durant plusieurs années sur les lichens qui constituent la principale source de nourriture du renne. La situation est semblable pour d'autres plantes très vulnérables à la

contamination. Sur le sol, la glace et la neige peuvent avoir un effet stabilisant sur le pétrole durant l'hiver.

Mais avec le retour du printemps, la fonte des neiges et de la glace libère ce pétrole. Or, c'est aussi au printemps que reviennent les oiseaux migrateurs. Dans les environnements marins, la glace polaire réduit l'action des vagues qui, dans des climats plus tempérés, aiderait à atténuer les effets de la pollution pétrolière. Les feux de pétrole produisent aussi des nuages de fumée qui se concentrent dans les couches inférieures de l'atmosphère sous l'effet des courants d'air inversés de l'Arctique. Non seulement les nuages provenant des feux de pétrole réduisent-ils de façon critique la radiation solaire, mais ils contiennent des polluants nuisibles tant à la santé humaine qu'à la productivité des environnements terrestre et marin.

D'autres menaces à l'environnement arctique et aux populations humaines sont moins visibles mais elles sont tout aussi réelles. La radiation des rayons UVB produit des effets sur l'épiderme humain, les yeux et ainsi que sur le système immunitaire. La pollution atmosphérique et marine se traduit par l'entrée des polluants dans la chaîne alimentaire à tous les niveaux d'activité. Les polluants représentent une plus grande menace pour les populations humaines et animales parce qu'ils se disloquent plus lentement dans l'Arctique que dans des régions au climat plus clément. Prenons par exemple les biphényles polychlorés (une substance huileuse et artificielle mieux connue du public sous l'appellation de BPC et qui s'évapore des dépotoirs à déchets et du pétrole lorsqu'il brûle).

Cette substance a été trouvée dans le lait maternel de femmes inuit, au Canada. Les BPC peuvent causer le cancer et endommager le développement neurologique et hormonal des enfants. On trouve aussi des concentrations élevées de BPC chez certaines populations de phoques, de morses et d'ours polaires qui menacent à présent leurs chances de reproduction. Des taux élevés de mercure ont également été trouvés dans le foie des phoques annelés et des phoques barbus - les deux espèces constituent à elles seules la première source de nourriture des ours polaires en plus d'être à la base de la culture de la chasse de plusieurs communautés inuit. Au Groenland, une personne sur six possède un taux dangereusement élevé de mercure dans son sang. Le toxaphène et le chlordane sont au nombre des autres substances toxiques chimiques trouvées chez les Inuit. Les écosystèmes de la toundra et ceux des milieux marins sont aussi menacés par le déversement de déchets radioactifs et la contamination par les métaux lourds. Des essais nucléaires ont été menés en Nouvelle-Zemble dans l'Arctique russe et la radioactivité qui en découle affecte maintenant l'Atlantique Nord et la Mer de Barents. Soulignons cependant que les taux les plus élevés de pollution radioactive le long des côtes de la Norvège, par exemple, ne proviennent pas de la Russie mais plutôt d'usines radiochimiques du Royaume-Uni et de France.

Le réchauffement planétaire causé par l'accroissement des émissions de gaz à effet de serre pourrait également avoir des répercussions importantes sur l'Arctique et le mode de vie des autochtones. Les écosystèmes arctiques sont extrêmement vulnérables aux changements climatiques. On

prévoit d'ailleurs une hausse des températures hivernales de trois à six fois la moyenne globale prévue. Déjà, des indications tendent à montrer que les hivers des régions arctique et subarctique s'adoucissent. Alors qu'on prévoit que le réchauffement de la température moyenne de la surface de la planète va s'accroître de 2° à 5°C au cours des cinquante à cent prochaines années, les régions arctiques pourraient connaître des hausses de température encore plus considérables, pouvant atteindre jusqu'à 10°C de différence.

Le réchauffement planétaire pourrait réduire l'étendue de la banquise polaire, accélérer le dégel du pergélisol au printemps et du coup, nécessiter plus de temps pour le retour du gel à l'automne. Il pourrait aussi faire varier les stocks de poisson et les routes migratoires d'animaux comme le caribou seraient perturbées par l'adaptation des forêts, de la toundra et des habitats côtiers aux nouvelles conditions environnementales. Les changements climatiques pourraient vraisemblablement perturber des millions d'oiseaux migrateurs alors qu'ils trouveront moins de nourriture dans leurs aires de repos, leurs sites hivernaux et sites de reproduction. Les activités de chasse, de trappe et de pêche pourraient aussi être frappées durement et l'économie de petites communautés isolées, déjà très vulnérables aux changements qui découlent de la mondialisation, subirait de fâcheuses conséquences.

Les processus du climat arctique influencent les conditions climatiques du globe tout entier qui, en retour, contribuent à des changements additionnels dans l'Arctique.

Certains scientifiques demeurent prudents, cependant, et soulignent que, bien que la collecte de données semble

suggérer que la surface de la planète se soit réchauffée de 0.3 à 0.6°C au cours des cent dernières années, des études menées sur le plan régional n'ont jusqu'à présent pas réussi à montrer de tendances à l'échelle globale. En effet, la tendance des températures atmosphériques de l'Arctique tend à varier selon l'endroit et les saisons. Il n'en demeure pas moins que la perspective du réchauffement planétaire est alarmante. Tout en affectant l'Arctique, la fonte des calottes polaires et la hausse du niveau des océans en résultant menace des villes côtières et des pays de faible altitude comme le Bangladesh et les Pays-Bas. La fonte du pergélisol arctique va libérer de grandes quantités de méthane qui contribueront davantage à l'effet de serre. Le réchauffement du climat pourrait aussi se traduire par un accroissement de la couverture nuageuse et du taux de précipitation, conséquence de l'accroissement des quantités de vapeur d'eau (un autre gaz à effet de serre) contenues dans l'atmosphère. Un trou dans la couche d'ozone a été découvert au-dessus de l'Arctique (tout comme un autre a été découvert au-dessus de l'Antarctique) et si la couche d'ozone continue de s'amincir ou si le trou devait s'agrandir, les scientifiques soutiennent que cela pourrait représenter un certain nombre de complications non seulement pour l'Arctique mais pour la planète tout entière. L'ozone, un gaz qui se trouve à une altitude de 20 à 50 km d'altitude dans l'atmosphère terrestre, aide à réduire ou à filtrer la puissante énergie provenant des rayons ultraviolets du soleil. L'amincissement de la couche d'ozone signifie qu'une plus grande quantité de rayons ultraviolets peut atteindre la surface de la terre. Parmi les conséquences de ce phénomène, soulignons des modifications dans la croissance

des plantes et une hausse du risque de cancers de la peau chez les humains tout comme chez les animaux. L'amenuisement de l'ozone pourrait aussi contribuer au réchauffement graduel de la planète. L'une des causes principales de la diminution de l'ozone provient des émissions de chlorofluorocarbures (CFC), des gaz artificiels utilisés dans les réfrigérateurs et les bombes aérosol, qui ne se désintègrent pas et qui, une fois libérés dans l'atmosphère, contribuent à amincir la couche d'ozone.

L'Arctique a l'avantage peu enviable d'être un laboratoire naturel pour les scientifiques qui étudient les questions environnementales d'ordre planétaire. Certaines des illustrations les plus alarmantes des problèmes environnementaux de l'Arctique, ces dernières années, sont de nature mondiale plutôt que régionale. On fait référence ici à la contamination du lichen et du renne (qui se nourrit de ce lichen) dans le nord de la Scandinavie suite au désastre de Tchernobyl, à la découverte de BPC dans le lait maternel de mères inuit au Canada (dont le taux est quatre fois plus élevé que chez les femmes habitant dans le sud du Canada), et au brouillard arctique qui offre le meilleur exemple de transport de longue portée de la pollution atmosphérique. Un brouillard photochimique plutôt problématique en hiver, le brouillard arctique est composé de polluants qui proviennent de l'activité industrielle comme la combustion du charbon ou du pétrole et des usines de fabrication d'acier. Les polluants produits par ces activités se déplacent dans l'air de l'Eurasie vers les régions les plus septentrionales de l'Arctique. L'air froid étant plus stable, les particules formant cette brume sont



présentes dans l'air plus longtemps. De toutes les particules formant le brouillard arctique, ce sont celles de soufre qui sont les plus communes et non seulement menacent-elles le faible niveau d'ozone mais elles perturbent aussi le flux de l'énergie atmosphérique et contribuent à la formation des pluies acides. Parmi les autres polluants, mentionnons le cuivre, le plomb, le zinc et l'arsenic. On les retrouve dans les lichens et les mousses de l'Alaska, de Suède, de Norvège et de Finlande mais aussi dans les meilleurs sites de pêche de l'Arctique.

## **Un ordre du jour pour le développement durable**

Le Conseil de l'Arctique ([www.arctic-council.org](http://www.arctic-council.org)) a été créé en 1996 avec pour mandat de pousser la coopération au-delà de l'environnement dans les questions relatives à l'Arctique avec un accent particulier sur le développement durable.

Le Conseil est aussi chargé d'instaurer un forum pour les états présents dans l'Arctique (le Canada, les États-Unis, l'Islande, la Fédération de Russie, le Danemark, la Suède, la Finlande et la Norvège) pour y débattre de questions telles la protection de l'environnement (en particulier dans les secteurs sujets à la pollution), le développement durable, les moyens de subsistance, la santé, le développement communautaire, le tourisme ainsi que le transport et les communications. Les organismes autochtones y sont aussi assurés d'une participation permanente.

—

Les objectifs des groupes de travail du Conseil de l'Arctique consistent à protéger les écosystèmes de l'Arctique (précisons que les humains sont considérés ici

comme faisant partie intégrale de l'écosystème) ; à assurer l'utilisation durable des ressources renouvelables par les populations locales et les autochtones ; à reconnaître et à incorporer les besoins traditionnels et culturels, les valeurs et les traditions des peuples autochtones en relation avec la protection de l'environnement arctique ; à examiner régulièrement l'état de l'environnement arctique ; à identifier les causes et l'étendue de la pollution dans l'Arctique ; et enfin à réduire et éliminer la pollution.

Ces objectifs se réalisent via cinq programmes établis pour s'occuper des problèmes environnementaux, comme la pollution par le pétrole, le déversement de déchets radioactifs, la contamination de l'environnement par des métaux lourds, l'acidification et le brouillard arctique. Ces objectifs se réalisent via cinq programmes établis pour s'occuper des problèmes environnementaux, comme la pollution par le pétrole, le déversement de déchets radioactifs, la contamination de l'environnement par des métaux lourds, l'acidification et le brouillard arctique. Il s'agit du Programme de contrôle et d'évaluation de l'Arctique (AMAP), du programme de Protection des milieux marins de l'Arctique (PAME), du programme de Préparation aux situations d'urgence, prévention et intervention (EPPR), du programme de Conservation de la flore et de la faune de l'Arctique (CAFF) et du Groupe de travail sur le développement durable (SDWG).

Le Conseil de l'Arctique remplace le programme Stratégie de protection environnementale de l'Arctique (AEPS) qui fut instauré à Rovaniemi, en Finlande, en juin 1991 lorsque les ministres de l'environnement des huit pays

de l'Arctique ont signé la Déclaration sur la Protection de l'environnement arctique. Aussi connu sous le nom d'Accord de Rovaniemi, le programme Stratégie de protection environnementale de l'Arctique (AEPS) était un forum où les huit pays de l'Arctique partageaient de l'information et développaient des programmes et des initiatives pour gérer des problèmes relatifs à l'environnement comme la pollution dans l'Arctique.

La Conférence circumpolaire inuit (CCI) a été créée en 1977 en Alaska en réponse à la hausse des activités d'exploration et de développement des sites de pétrole et de gaz. La Conférence représente les Inuit du Groenland, du Canada, de l'Alaska et de la Sibérie. Depuis 1993, l'organisation a obtenu le statut d'ONG (organisme non-gouvernemental) aux Nations Unies en plus d'être à l'avant-garde des droits des autochtones en général et de façon plus particulière, en ce qui concerne l'autodétermination. Le CCI critiquait la Stratégie de protection environnementale de l'Arctique (**AEPS**) pour son orientation trop restreinte, au départ, quant à la conservation et soulignait le besoin de pousser plus loin la surveillance de l'état de santé de l'environnement arctique en ajoutant au forum des discussions sur la façon de pourvoir et maintenir une base d'économie durable aux communautés nordiques. Cette économie irait au-delà des cycles de prospérité et de récession qui caractérise le développement économique à plus grande échelle. Bien que la conservation de certaines espèces comme les baleines et les ours polaires soit importante pour les peuples autochtones, les systèmes de gestion

scientifique des ressources ignorent trop souvent les points de vues et valeurs des autochtones. Ainsi, la création de réserves fauniques et de parcs nationaux afin de sauvegarder les animaux et l'environnement, restreint souvent les droits des gens à chasser, à pratiquer la trappe et à pêcher dans ces secteurs. La réglementation internationale a aussi eu ses effets sur la chasse à la baleine à des fins de subsistance. Pour la Conférence circumpolaire inuit, la protection de l'environnement est un préalable au développement durable des ressources de l'Arctique.

La Conférence circumpolaire inuit insiste sur la question du développement durable parce que les communautés autochtones qui prédominent dans le Nord circumpolaire, se caractérisent souvent par des économies mixtes mais précaires. L'économie de ces communautés, souvent petites et isolées, combine le secteur informel des activités traditionnelles de survie qui procurent les principales sources de nourriture de plusieurs foyers, au secteur plus formel du travail salarié et des paiements de transferts.

Il n'est pas facile de mesurer ou d'analyser le secteur informel puisqu'il regroupe des activités combinant la chasse, la trappe et la pêche. Pour ce faire, il faudrait tenir compte des habitudes ancestrales, des variations saisonnières, de l'absence d'accumulation de capital, du partage du fruit de la chasse, de la transmission du savoir de génération en génération et des échanges non pécuniaires basés sur l'amitié et d'autres réseaux de relations sociales.

Non seulement les activités de subsistance procurent-elles les éléments indispensables à l'alimentation mais la chasse et la pêche constituent une partie importante de la culture

qui englobent aussi des notions quant à une relation spécifique entre les êtres humains et le monde animal, essentielles pour assurer la continuité des cultures autochtones et de leur mode de vie. En dépit de l'importance culturelle et économique de la chasse de subsistance, de moins en moins de communautés arctiques participent à ou dépendent directement de la prise de mammifères terrestres ou marins. De plus, même si une majorité de gens souhaitent encore vivre de la chasse et de la pêche, les activités de subsistance ne peuvent à elles seules servir de base à un développement durable à long terme pour toutes les régions de l'Arctique. Beaucoup d'autochtones sont plutôt impliqués dans d'autres types d'activités économiques comme la pêche commerciale, l'industrie pétrolière ou l'activité minière.

Les économies informelles et formelles demeurent néanmoins interdépendantes et, dans plusieurs cas, rendent la frontière qui les sépare plutôt embrouillée et compliquée à déterminer. Quoiqu'une économie de subsistance se différencie habituellement d'une économie capitaliste par son unité de production (dans ce cas, la famille) qui est aussi l'unité de consommation, les économies de subsistance de l'Arctique dépendent néanmoins des forces du marché et de la monétarisation. Cette réalité qu'est celle des Premières Nations remonte à leur implication dans le commerce de la fourrure. Comme le démontrent des études sur la pêche commerciale menées dans des villages isolés de l'Alaska, les gens ont beau pêcher dans le but de vendre leurs prises plutôt que de les consommer, ils s'engagent néanmoins dans des activités liées à certains espaces, à certaines saisons,

à certaines cultures et à d'autres aspects de l'organisation sociale et du mode de subsistance tel la diversification et l'interdépendance des ménages. De même, au Labrador, les techniques et les connaissances nécessaires à la chasse commerciale du caribou s'apparentent en plusieurs points à la prise de caribous à des fins de subsistance, à la seule différence que les chasseurs sont embauchés par une entreprise commerciale qui livre le caribou à une usine de transformation. Il est difficile de tracer une distinction entre un chasseur qui amène la viande de caribou à sa famille et celui qui obtient le caribou de la même façon mais qui le vend à une usine de transformation afin d'acheter de la nourriture pour sa famille.

Comme le démontre l'exemple du Labrador, bien qu'une partie du fruit de la chasse, de l'élevage, de la trappe et de la pêche à petite échelle puisse être consommée par la famille des chasseurs, éleveurs, trappeurs ou pêcheurs, une partie de ces prises est troquée, échangée ou vendue. Bien que cela se produise dans un contexte local et régional, viandes, poissons, fourrures et peaux se retrouvent parfois dans des marchés pourtant très éloignés, rendant les activités de l'économie informelle dépendantes et intimement liées à l'économie mondiale. Les chasseurs, les trappeurs, les pêcheurs et leurs familles sont aussi dépendants de la technologie moderne, comme les moteurs hors bord, les motoneiges, l'essence, les fusils et les filets, ce qui signifie un roulement constant d'argent afin de soutenir le bon déroulement de ces activités. Jusqu'à l'arrivée des organismes de lutte contre la chasse au phoque et la trappe, dont les activités ont pratiquement réussi à faire

disparaître les marchés de la fourrure de phoque et des autres animaux à fourrure comme le castor et le rat musqué, la principale source de revenu liquide pour les familles de chasseurs venait de la vente de ces peaux. Dans le nord du Groenland, par exemple, la chute du prix des peaux de phoques et même la perte du marché de la peau de phoque, résultat direct des campagnes pour les droits des animaux des années 1980, ont forcé les habitants des localités dépendantes de la chasse à chercher ailleurs la source de revenus nécessaires en supplément à la chasse de subsistance. Une usine modeste pour la transformation du flétan du Groenland a ainsi vu le jour pour pallier ce besoin. Reste que la surpêche a déjà causé l'épuisement des stocks de flétans du Groenland puisque la pêche commerciale à grande échelle, effectuée par des navires venus d'ailleurs au Groenland, combinée à la pêche effectuée par les pêcheurs du secteur, a mis la ressource à vive épreuve.

Dans le Nord circumpolaire en général, les familles qui dépendent de la chasse se caractérisent par la pluralité de leurs sources de revenu soit par le travail à temps complet soit par le travail à mi-temps combiné à des emplois saisonniers, à la production d'artisanat ou combiné à d'autres occupations de subsistance. Ironiquement, même si le travail à temps complet restreint le temps disponible pour la chasse et la pêche, la nature irrégulière, temporaire et saisonnière de plusieurs types d'emplois empêche plusieurs foyers à devenir autonomes et indépendants de l'économie formelle. Les activités de subsistances peuvent alors servir de secours aux individus en quête d'un revenu additionnel au salaire qu'ils ont déjà ou en

attendant de trouver du travail dans le secteur formel.

Certains observateurs croient que les activités de l'économie informelle pourraient bien servir de base à une diversification de l'économie des communautés autochtones, soulignant l'importance du secteur informel pour le développement communautaire à petite échelle. Les observateurs soutiennent que les activités de subsistances offrent la meilleure base pour l'autonomie des autochtones, en ce sens où l'économie locale serait en mesure de procurer à ses membres un revenu réel et régulier. Le développement d'activités économiques informelles comme la récolte de produits dérivés de mammifères terrestres ou marins sur une base commerciale est perçue par certains comme une solution à la dépendance au développement des ressources non-renouvelables. Les autorités responsables du gouvernement local du Groenland, par exemple, considèrent la production, la distribution et l'échange de nourriture et de produits de la chasse et de la pêche tout aussi importants pour le développement communautaire local durable, à petite échelle. La reconnaissance de ce système par le gouvernement local réduirait le besoin d'importer des aliments, susciterait la pratique de la chasse dans les différentes localités et compenserait, du coup, le besoin du gouvernement de subventionner les plus petites localités. En plus de satisfaire aux demandes pour les marchés domestiques et régionaux, les entreprises autochtones en participation cherchent aussi à s'ouvrir aux marchés internationaux. Par exemple, les acheteurs coréens volent régulièrement vers la Péninsule de Seward, en Alaska et payent au moins 50 \$ pour une livre de bois de renne



(ensuite employé comme aphrodisiaque). Au Labrador, les chasseurs inuit tuent chaque année près de 1 000 caribous dans le cadre de la chasse commerciale, tandis que sur la Terre de Baffin, la communauté répond à la demande japonaise pour des peaux de phoque annelé et de phoque commun.

Mais en raison de l'interdépendance des secteurs des économies formelle et informelle, les familles et les ménages font face au problème d'assumer un apport régulier d'argent liquide. Dans les petites communautés, les occasions pour le travail à mi-temps sont limitées et les emplois à temps plein sont encore plus rares. La traite de la fourrure, la Ruée vers l'or, le pétrole, le gaz naturel et les activités minières ont été des occasions d'emploi pour les autochtones tout en infligeant des dommages à leur mode de vie. Du coup, cela n'empêche pas l'effondrement des marchés, la chute des prix et la perte d'emplois. La croissance récente de l'industrie du tourisme d'un bout à l'autre de l'Arctique a permis aux communautés autochtones de capitaliser sur le désir des visiteurs de faire l'expérience de la nature sauvage et de la culture autochtone. Mais l'arrivée des touristes est entièrement liée aux activités saisonnières ce qui la rend inapte à servir de base au développement communautaire.

Les communautés autochtones et leurs organisations ne s'opposent pas à diverses formes de développement basé sur des ressources non-renouvelables. Au contraire, les autochtones souhaitent participer et profiter d'activités qui assureraient leur survie tant économique que culturelle.

Dans le passé, la majeure partie du développement

industriel tenait rarement compte de l'importance de l'environnement et de ses ressources pour les autochtones ou des conséquences sociales et économiques qui résultaient souvent d'un tel développement. Les problèmes des économies autochtones ne peuvent être résolus que si les Premières Nations exercent un contrôle sur l'utilisation des ressources, si la diversité sociale et économique des communautés aborigènes est reconnue et maintenue, et si les pratiques et connaissances des autochtones sont ravivées.

De plus, certaines voix s'élèvent afin que l'on tienne compte des connaissances de l'environnement des autochtones lors des études d'impact environnemental.

D'une certaine façon, le règlement de certaines revendications territoriales a permis aux communautés autochtones d'enregistrer des progrès considérables. Certains de ces développements les plus significatifs sont le résultat du travail des coopératives communautaires et des corporations, propriétés des autochtones. Celles-ci sont maintenant impliquées dans des projets conjoints avec des compagnies pétrolières, de gaz naturel ou des compagnies minières ou encore elles développent leurs propres projets.

Par exemple, l'Association des Autochtones du Nord-Ouest de l'Alaska (*Northwest Alaska Native Association, NANA*), une corporation régionale du nord-ouest de l'Alaska, a soutenu et fait la promotion de la mine de plomb et de zinc Red Dog de la compagnie Cominco alors que la Corporation régionale de la côte septentrionale de l'Alaska, aussi appelée *Arctic Slope Regional Corporation (ASRC)*, est la plus grande corporation publique de l'Alaska. Son succès repose en grande partie sur ses liens avec la circonscription

électorale de North Slope (le gouvernement régional le plus riche d'Alaska et ce, grâce en partie aux gisements pétrolifères) et à l'industrie pétrolière de cette région.

La Corporation régionale de Arctic Slope a aussi fortement investi dans d'autres entreprises aux États-Unis.

Les ministres du Conseil de l'Arctique sont aussi d'avis que la protection environnementale et le développement durable ne sont pas des compétences exclusives. Le groupe de travail sur le développement durable a débuté ses travaux à titre de Comité spécial sur le développement durable (TFSD) mis sur pied à la suite de la rencontre ministérielle du groupe de Stratégie de protection environnementale de l'Arctique (AEPS) tenue à Nuuk, au Groenland, en réponse aux pressions exercées par la Conférence circumpolaire inuit (CCI) afin d'élargir l'agenda de l'AEPS. Le Groupe de travail sur le développement durable (TFSD) a été promu au niveau de groupe de travail lors de la rencontre ministérielle de l'AEPS à Inuvik, au Canada. Sa mise sur pied était une indication quant à la future orientation de l'AEPS désormais préoccupé avec des questions plus vastes quant au développement durable, plutôt qu'avec la pollution et les dommages environnementaux. L'accent initial placé sur la récolte des ressources renouvelables et le tourisme semble indiquer que le groupe de travail fut beaucoup plus influencé par l'apport des organisations autochtones, et de façon plus particulière, par la présentation de la Conférence circumpolaire inuit (CCI) lors de la conférence de Nuuk consacrée à trouver de nouvelles façons d'intégrer les autochtones et leur savoir-faire au processus de Stratégie de protection environnementale de l'Arctique

(AEPS).

Le développement durable est aussi une priorité pour le Conseil de l'Arctique qui suit la définition établie en 1987 par la Commission Brundtland à savoir, un développement qui rencontre les besoins du présent sans compromettre ceux des générations à venir. Assumant la première présidence du Conseil, le Canada a défini le développement durable comme étant

—  
'Un développement qui cherche à satisfaire le bien-être des gens via l'utilisation équitable et démocratique des ressources de la société, tout en préservant les distinctions culturelles et l'environnement naturel pour les générations à venir.' Bien que le défi auquel fait face le Conseil de l'Arctique est de continuer le travail de protection de l'environnement déjà entrepris par l'AEPS, il reconnaît qu'il doit réaliser ses objectifs à l'intérieur des paramètres du développement durable. En effet, Oran Young a souligné que le développement durable devrait servir de cadre de travail pour le Conseil de l'Arctique dans sa quête vers de nouvelles initiatives de coopération internationale dans le développement de l'Arctique. Entre autres choses, Young a recommandé que les préférences quant aux moyens de subsistance, la co-gestion et le développement de technologies et pratiques appropriées à l'environnement devraient servir de principe pour guider le travail du Conseil en ce qui concerne le développement durable (voir aussi [www.svs.is/oran.htm](http://www.svs.is/oran.htm)).

Cherchant à réconcilier les perspectives diverses et souvent contestées des peuples autochtones, des environmentalistes, des scientifiques et des ministres, le Canada soutient que 'le mandat du Conseil ainsi que ses représentants et ses processus... peuvent s'adapter aux inquiétudes de chacune des parties, sous la rubrique *développement humain et environnement durable* (Graham ibid.: 51, emphase dans le texte original). Mary Simon, l'ancienne ambassadrice du Canada aux Affaires circumpolaires, a déclaré que le Conseil de l'Arctique ne doit pas faire l'erreur de considérer de façon distincte la protection de l'environnement et le développement durable, comme la Stratégie de protection environnementale de l'Arctique (AEPS) l'avait fait et que le développement durable doit faire preuve d'objectifs solides quant à l'environnement.

Tandis que les positions du Conseil de l'Arctique tendent à pencher du côté de la Conférence circumpolaire inuit (CCI) en ce qui a trait à un développement durable qui permette la croissance sociale, culturelle, spirituelle et économique, la controverse quant aux stratégies de développement les plus appropriées pourrait venir à dominer le progrès initial du Conseil.

## **Obstacles au développement durable : l'Arctique à l'heure de la mondialisation des marchés**

Le Conseil de l'Arctique met l'accent sur la protection de l'environnement et le développement durable, spécialement en

ce qui a trait à la poursuite du travail commencé par la Stratégie de protection environnementale de l'Arctique (**AEPS**). Comme l'indique un communiqué du Conseil :

Les Ministres voient la mise sur pied de ce nouveau forum intergouvernemental comme un symbole de leur engagement afin d'améliorer la coopération dans le Nord circumpolaire. Le Conseil va fournir un mécanisme afin de répondre aux interrogations de tous et chacun et aux défis auxquels font face leurs gouvernements et les gens de l'Arctique. À cette fin, les Ministres font particulièrement référence à la protection de l'environnement arctique et au développement durable comme moyen d'améliorer le bien-être économique, social et culturel des citoyens de l'Arctique.

Cependant, comment cela sera-t-il possible quand les projets de développement qui ne se préoccupent guère de la protection de l'environnement et du développement durable abondent ou qu'ils ne vont pas dans l'esprit de coopération environnementale de l'Arctique? En effet, comment le développement durable pourrait-il devenir une réalité dans les différents secteurs de l'Arctique alors que ces derniers sont de plus en plus assujettis aux fluctuations de l'économie mondiale? Le développement à grande échelle se poursuit dans l'Arctique même si la joie du moment, avec l'arrivée de la Stratégie de protection environnementale de l'Arctique (AEPS) et du Conseil de l'Arctique, peut lui avoir momentanément fait de l'ombre. Mais il n'y a pas que les États nations souveraines sur un territoire arctique qui voient le Nord circumpolaire avec un intérêt sans cesse croissant pour le développement des ressources. L'avenir

économique de l'Arctique dépend de l'économie mondiale et de ses processus, ce qui rend les diverses régions de l'Arctique vulnérables à la volatilité des marchés.

Certains pays comme le Japon, la Corée et les membres de l'Union européenne constituent des marchés pour les précieuses ressources de l'Arctique, positionnant ainsi solidement le Nord circumpolaire dans l'échiquier mondial. Les régions du monde densément peuplées et qui n'ont aucune ou peu de ressources ne peuvent subvenir à la demande matérielle faite par leurs populations en croissance. Ces régions se tournent alors vers celles du Nord pour le développement des pêcheries, des hydrocarbures et des minéraux. La Sibérie, par exemple, possède 20% des régions forestières de la planète et près de 40% des forêts de conifères auxquelles il faut encore ajouter la Mer de Béring qui regorge de l'une des plus grandes réserves de poissons du monde. Cette réserve est cependant menacée par la nature commerciale de l'industrie des pêches (une usine de transformation du goberge a fermé ses portes en 1992 dû à la surpêche) et les États-Unis ne constituent qu'une nation parmi tant d'autres qui contribue à l'appauvrissement de l'écosystème de la Mer de Béring. La surpêche par des flottes internationales de navires de pêche produit aussi sa part d'impacts sur l'écosystème marin dans l'Arctique européen. Il y a un besoin urgent d'en arriver à un accord quant aux règles de gestion. Il semble cependant que la pêche ne soit pas un point d'intérêt pour la coopération dans l'Arctique. Il y a incertitude quant à savoir si la pêche peut faire partie des

questions touchant les ressources renouvelables au Conseil de l'Arctique. Il y a aussi un désaccord à propos de l'impact de la pêche commerciale. Un rapport de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) souligne que le plus grand impact sur l'écosystème marin est le fruit de la pêche commerciale, tandis qu'un autre rapport, produit cette fois par les Ministres du Conseil nordique, contredit l'agence européenne et conclut que la surpêche dans les eaux européennes n'a pas appauvri les stocks de poissons.

Le travail entrepris par la Stratégie de protection environnementale de l'Arctique (AEPS) et ses divers groupes de travail et qui se poursuit maintenant sous l'égide du Conseil de l'Arctique, se penche surtout sur l'observation des effets des problèmes environnementaux de l'Arctique. Le travail de Conseil de l'Arctique cherche à produire des rapports sur l'état de santé environnementale de l'Arctique afin de fournir cette information aux politiciens, aux scientifiques et aux communautés autochtones afin de formuler des recommandations afin que les ministres des gouvernements agissent pour la protection de l'environnement et le développement durable. Bien qu'on reconnaisse ouvertement que les problèmes environnementaux auxquels est confronté l'Arctique proviennent de l'extérieur de la région, la coopération environnementale dans l'Arctique nécessite une perspective plus ouverte quant aux dimensions régionales et globales des changements environnementaux et des pressions exercées sur la ressource. Ce qui se produit ailleurs dans le monde est tout aussi important pour l'Arctique. Le discours environnemental de l'Arctique nous donne encore cette image de l'Arctique employé comme une sorte de laboratoire naturel pour étudier les changements



qui affectent l'environnement au niveau mondial (une phrase très utile pour justifier les demandes de subvention de la part des fondations scientifiques et des conseils de recherche), mais il néglige de prendre en considération l'importance et la pertinence du phénomène de la pauvreté dans les pays en voie de développement, de la déforestation au Népal, des inondations au Bangladesh ou des activités des corporations transnationales dans le sud-est asiatique pour l'avenir de l'Arctique, ses peuples et ses ressources.

Les plus grandes menaces à l'écologie de l'Arctique résultent de prime abord des conditions sociales qui découlent de l'activité humaine et de son interaction avec l'environnement dans un contexte local, régional et finalement, mondial. Mais le mandat des groupes de travail entrepris sous la direction de la Stratégie de protection environnementale de l'Arctique (AEPS) a été d'observer les effets systémiques et cumulatifs des processus globaux sur une région spécifique, aussi vaste fut-elle, plutôt que d'essayer de comprendre les processus sociaux, économiques et politiques souvent complexes mais qui sont pourtant à la source des changements environnementaux et des pressions exercées sur les ressources à l'échelle mondiale. Les futures stratégies pour la protection de l'environnement de l'Arctique et le développement durable bénéficieraient d'une vision allant au-delà d'une perspective centrée sur l'Arctique dans le but de conceptualiser les liens économiques, sociaux et environnementaux entre l'Arctique et d'autres régions du globe.

Ceux qui travaillent à la préparation d'un calendrier

de travail pour des initiatives quant à la protection de l'Arctique ont besoin de tenir compte du processus de mondialisation. Comme c'est le cas dans presque toutes les parties du monde, les relations sociales, économiques et politiques, dans l'Arctique, font maintenant vraiment partie de la mondialisation. Dans l'Arctique moderne, presque tous les aspects de la vie sont influencés et modelés par des événements, tendances, décisions et activités qui se prennent ou se produisent ailleurs. Un simple coup d'oeil aux étagères bien remplies d'un supermarché de Fairbanks ou encore une tasse de café partagée avec des chasseurs de phoques sur la banquise dans le nord du Groenland (alors que leurs femmes sont à préparer des peaux de phoque qui seront ultérieurement exportées vers le Japon) suffit à montrer comment les résidents de l'Arctique font vraiment partie d'un réseau mondial de production et d'échange. L'Arctique étant inextricablement liée au reste de la planète par des rapports culturels, idéologiques et politiques souvent complexes, il en découle le besoin de comprendre le processus de mondialisation qui affecte la population, la production, les changements technologiques, la consommation et les styles de vie, et ce, dans une perspective mondiale. Une population croissante génère une demande considérable sur les ressources et, à cet effet, la production mondiale croît afin de rencontrer la demande de consommation. Ceci, inévitablement, mène à l'épuisement des ressources naturelles comme le charbon, le pétrole, le gaz et les minéraux et contribue à l'émission de gaz à effet de serre comme l'acide carbonique, ainsi qu'à la perte d'habitats et l'extinction d'espèces florales et fauniques.

Il n'y a pas que les pays développés qui exercent une pression sur l'environnement, poussés par leur désir de progrès économique et le maintien de modes de vie opulents et d'une économie active (l'industrie japonaise, par exemple, est à épuiser les forêts du Sarawak et du Sabah), mais il y a aussi les pays en voie de développement. L'un des héritages du colonialisme fut la création et la formation de types de sociétés qui doivent non seulement s'ajuster aux systèmes postcoloniaux mais dont le développement économique suit la même trajectoire que celle des pays développés. Plusieurs de ces pays en voie de développement doivent trouver des façons de diversifier la base de leur économie.

Le développement industriel requiert l'utilisation d'une plus grande quantité de pétrole, ce qui entraîne du même coup une hausse des émissions d'acide carbonique. Non seulement les pays en voie de développement doivent-ils nourrir leurs populations grandissantes mais ils doivent aussi payer des dettes massives accumulées à l'étranger, ce qui explique en partie la déforestation (comme en Amazonie). La croissance du nombre de régions urbaines dans le monde en voie de développement produit aussi sa part de stress sur l'environnement. Quoiqu'une majorité de la population des pays industrialisés vive en régions urbaines, c'est la population urbaine d'Afrique qui connaît la plus forte croissance et dès les premières décennies du vingt et unième siècle, la moitié de la population mondiale se trouvera sans doute dans le Sud et le sud-est asiatique. La plupart des gens de ces régions habiteront dans des villes qui n'arrivent pas à produire ce dont elles ont besoin pour survivre. Les ressources des régions rurales, des océans et

de régions comme l'Arctique seront alors vitales pour un monde de plus en plus urbain.

L'avenir des régions arctiques est sans doute ainsi lié à des intérêts régionaux, sociaux, politiques et économiques loin des réalités de l'Arctique. Dans un ouvrage intitulé *The Age of the Arctic* (1989), Osherenko et Young soulignent l'importance d'une vision du développement de l'Arctique en termes de liens transnationaux plutôt que sous le modèle classique des relations entre le noyau et la périphérie (aussi appelé l'exploitant et l'exploité) développé sous l'influence du colonialisme. Comme les deux auteurs expliquent,

Les investisseurs étrangers peuvent promettre des capitaux et des technologies de pointes pour le développement de l'Arctique tout en ouvrant les portes vers des marchés pour lesquels il n'y a pas de demande au niveau local. À quelques exceptions près... cela ne s'est pas traduit par des accords de types coloniaux ou même en des relations néocoloniales. Au contraire, les investissements directs de la part de corporations étrangères ou de gouvernements sont de plus en plus nombreux et produisent un réseau complexe de relations transnationales dans l'Arctique.

Les pêcheries représentent un bon exemple de l'impact des pratiques transnationales sur les modes de vie des régions ; pratiques qui nuisent souvent au développement.

Les communautés qui dépendent des ressources marines, soit dans l'Arctique comme n'importe où ailleurs dans le monde,

sont assujetties aux effets et influences de la mondialisation. Celles-ci se font de plus en plus sentir dans tous les aspects de la vie sociale, économique et culturelle. Il est important de concevoir les divers problèmes des communautés côtières en relation avec la restructuration mondiale des pêches, de l'équilibre et de la compétition entre diverses espèces et selon les différentes zones de pêche, l'internationalisation des sources d'approvisionnement pour les usines de transformation et le marché de vente au détail. Il faut aussi tenir compte de la redistribution des richesses d'acteurs traditionnels comme les pêcheurs locaux et les travailleurs des usines de transformation vers des joueurs plus puissants à l'échelle mondiale comme les corporations transnationales. L'une des conséquences les plus importantes de la mondialisation sur les pêcheries se fait sentir de façon marquante dans les modèles de gestion des ressources et dans la transition du poisson à titre de ressource commune vers la notion de poisson à titre de propriété privée. Ainsi, les pêcheries qui étaient jusque-là une industrie ou même un mode de vie assujetti au contrôle et à la réglementation des autorités locales, régionales et nationales, sont devenues des entreprises mondiales contrôlées par une poignée de compagnies transnationales.

Les relations entre le commerce international, l'environnement et le développement durable sont souvent mal compris alors que les tendances du marché mondial influent sur l'élasticité possible de l'utilisation des ressources renouvelables. En ce moment, les subventions aux pêches constituent l'un des principaux obstacles à une pêche

renouvelable, nuisant au commerce et générant une surcapacité — ce qui entraîne la surpêche et le déclin des stocks de poissons. La possibilité de réaliser un développement durable dépend des nations qui éliminent les subventions aux pêches. À cet égard, l'Islande possède une longueur d'avance. Dans ce pays, on déploie beaucoup d'efforts afin d'encourager les pêcheurs à détourner leur attention des stocks de poissons en déclin afin de se concentrer plutôt sur des techniques de pêche qui soutiennent le développement durable. Cette pratique est le fruit de la coopération internationale et de la formulation de critères écologiques pour un 'étiquetage vert' des produits de la pêche.

Tandis que la l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (*FAO*) travaille sur ce projet, de grandes corporations et des organismes non-gouvernementaux (OGN) font aussi des progrès significatifs dans le but de garantir de bonnes habitudes environnementales via un système d'étiquetage vert. Un bon exemple de cela nous vient du *Marine Stewardship Council (MSC)*, une initiative de la compagnie Unilever et du Fond Mondial pour la Nature (WWF). Le MSC a déjà imposé ses propres normes à l'échelle mondiale pour une pêche durable et travaille en ce moment à stimuler la création de nouveaux marchés en récompensant les pratiques écologiques dans le domaine de la pêche. En un sens, cela peut poser une menace à la viabilité des communautés des régions côtières et des industries locales dont les activités reposent sur des denrées de la mer produites pour le marché international.

À cela s'ajoute une attention sans cesse croissante de la

part des consommateurs quant à la sécurité des produits de la mer destinés à la consommation humaine. Bien que le but d'un étiquetage vert soit d'assurer une cueillette écologique des ressources, cela peut aussi contribuer à masquer certaines distorsions du marché — l'efficacité d'un tel système ne sera connue qu'une fois que la recherche sur l'économie en milieu côtier et sur les techniques de pêche sera mise en contexte avec l'internationalisation de la production et des échanges ainsi qu'avec les activités et influences des corporations transnationales impliquées dans le secteur des pêches.

Les communautés des régions côtières qui dépendent de la prise des ressources marines sont exposées aux effets combinés des forces mondiales, du commerce international, de la restructuration de l'industrie de la pêche et de l'élargissement de la portée des politiques de pêche par l'action des environnementalistes. Ces communautés doivent aussi relever un défi encore plus difficile puisqu'elles font face à des changements de dynamiques communautaires soit en raison du déclin de l'importance attribuée à la parenté et à la famille dans l'organisation sociale de la pêche, soit à cause de diverses réactions face aux changements sociaux et aux divisions qui surgissent entre les différentes associations de pêcheurs et à l'intérieur même de ces organisations. Jusqu'à tout récemment, les pêcheries locales des communautés côtières du Groenland, de l'Islande et du nord de la Norvège, étaient traditionnellement caractérisées par des organisations de

petite échelle basées sur la famille. Ces pêcheries engendraient du même coup des formes d'organisations sociales distinctes reposant sur des groupes de parents proches d'où l'on recrutait les équipages de pêche. Aujourd'hui, la réalité de plusieurs communautés de ces mêmes régions côtières est que les gens s'en remettent de plus en plus à des associations professionnelles en plus ou en substitut des organisations familiales. Comme c'est déjà le cas dans plusieurs villages de pêche de l'Atlantique Nord, des communautés jusque-là définies pour leur intérêt lié à des liens familiaux étroitement tissés, sont remplacées par des réseaux d'associations dispersées selon le type de travail et où les relations familiales sont remplacées par des liens contractuels et plutôt formels. Ainsi, dans un Groenland qui se veut de plus en plus technique et moderne, la chasse devient de plus en plus commerciale alors que la pêche, elle, se transforme en une activité de plus en plus complexe sur le plan de la technologie. Les pêcheurs investissent dans des bateaux de plus en plus grands et de plus en plus sophistiqués pour se lancer à l'assaut des eaux de différents secteurs du Groenland. Quoique dans certains cas, les frères d'une même famille choisissent d'investir ensemble dans ces navires, leurs équipages ne sont pas toujours apparentés mais plutôt des employés bien qualifiés qui reçoivent un salaire plutôt qu'une partie des profits des prises.

De plus, l'utilisation durable et renouvelable des ressources de la mer et la viabilité des modes de vie de ces localités sont menacées du fait que les poissons, phoques et baleines, assujetties aux droits d'utilisation commune, sont



de plus en plus perçus comme des ressources privées et divisibles soumises à des régimes de gestion rationnelle.

En Islande, le principe d'usage commun a été appliqué aux ressources de la mer tout au cours de l'histoire du pays tandis qu'au Groenland, la tradition voulait plutôt que la faune n'appartienne à personne. Dans les deux cas, comme ailleurs dans les pêcheries de l'Atlantique Nord, un poisson ou un mammifère marin ne devient une denrée soumise à la propriété individuelle qu'une fois capturé et transformé en propriété privée. Encore à ce stade, des règles complexes, des croyances et des habitudes culturelles peuvent aller à l'encontre de la définition exclusive de propriété individuelle. Au Groenland, le partage et la libre distribution de la viande de phoque ou provenant d'autres mammifères marins sont perçus comme la reconnaissance de la dette des gens envers l'animal, à commencer par le chasseur et, de ce fait, exprime combien nul n'a de droits exclusifs sur les prises. Ainsi, bien que le développement de marchés pour les poissons et les viandes du Groenland soit une source de revenus pour les chasseurs et pêcheurs de la région, il provoque aussi des débats à l'intérieur des communautés quant à l'utilisation adéquate des ressources de la mer. Pour plusieurs personnes, la chasse aux phoques et à la baleine incarne les relations qui posent un problème en terme d'idéologique, de nature et de culture. La chasse à des fins commerciales soulève aussi un problème face à la question du partage et de la distribution de la viande pourtant essentielle à la survie de la culture et de l'identité même du Groenland puisque le partage et la distribution de viande expriment et maintiennent le tissu social qui unit les Groenlandais. Quoique la plus grande

partie du fruit de la chasse soit partagée entre les membres immédiats de la famille du chasseur ainsi qu'avec d'autres proches, au Groenland de nos jours, un nombre croissant de chasseurs vendent leurs prises de subsistance aux usines de transformation maintenant installées dans la plupart des villages et ce, pour des raisons mentionnées précédemment.

Quand la chasse est menée afin de pourvoir aux demandes d'un marché qui va bien au-delà des besoins communautaires ou de ceux de l'économie régionale, il y a ce sentiment que l'idéologie de subsistance traditionnelle qui met l'accent sur les relations de sang, les liens communautaires, le partage et la réciprocité, est brouillée et changée à jamais.

La nature changeante des politiques et des cultures qui façonnent l'usage des ressources de l'Arctique, les conséquences de la mondialisation et des pressions exercées sur les ressources auxquelles s'ajoutent des valeurs politiques, culturelles et esthétiques souvent conflictuelles en ce qui a trait à l'avenir de l'Arctique, justifient le besoin de repenser l'Arctique en termes géopolitiques. De récentes perspectives géographiques et politiques sur la façon dont l'Arctique et ses régions changent sous l'action géopolitique, économique et culturelle, ont mené à certains progrès en ce sens. En ce début de vingt et unième siècle, les recherches en sciences naturelles et sociales, dans l'Arctique, prendront de plus en plus d'importance puisqu'elles tentent d'expliquer des questions d'ordre mondial. Il est tout aussi important de tenir compte des processus de mondialisation et de leur impact si nous voulons comprendre l'Arctique d'aujourd'hui et la place qui lui revient dans le contexte de la

mondialisation.

### **Brève bibliographie pour inviter le lecteur à consulter d'autres sources plus détaillées :**

Caulfield, Richard A. 1997 Greenlanders, whales and Whaling (les Groenlandais, les baleines et la chasse aux baleines). Hanover: University of New England Press

Chaturvedi, Sanjay 1996 The Polar Regions (les régions polaires). Chichester: John Wiley

Graham, B. 1997. Canada and the Circumpolar World: meeting the challenges of co-operation into the twenty-first century (Le Canada et le monde circumpolaire : pour faire face aux défis de la coopération au 21<sup>e</sup> siècle). Report of the House of Commons Standing Committee on Foreign Affairs and International Trade, Ottawa

Nuttall, Mark 1998 Protecting the Arctic (Protéger l'Arctique). Amsterdam: Harwood Academic Publishers

Osherenko, Gail and Oran Young 1989 The Age of the Arctic (L'Âge de l'Arctique). Cambridge: Cambridge University Press

Sklair, Leslie 1991 The Sociology of the Global System (La Sociologie du système mondial). London: Harvester Wheatsheaf